LE COURRIER DE LA LOUISIANE.

MARDI, 14 JANVIER 1840.

CANDIDATS WHIGS

POUR LA PRESIDENCE ET LA VICE-PRESIDENCE DES ETATS UNIS.

WILLIAM H. HARRISON,
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS,

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS

VENDREDI MATIN, 10 JANVIER 1840.

☞ Nous avons l'honneur d'annoncer aux membres de la Législature que nous sommes candidats pour l'emploi d'imprimeur de l'Etat.

BULLITT, MAGNE & Co.

DU MESSAGE DU PRESIDENT.

1er. Article.

Deux messages nous sont parvenus à deux jours d'intervalle la message du Président des Etats Unis au Congrès et le message du Gouverneur de la Louisiane à la Législature de l'Etat; et cette circonstance nous amène tout naturellement à les mettre en parallèle. Mais quel contraste forment ces deux documens! L'un, calme, dépourvu d'aucune verbeux, insignifiant, plein de redites et de contradiction; l'autre, celui du gouverneur, clair, net, précis, logique, le premier dicté, évidemment par l'esprit de parti le plus mesquin, le plus étroit, le second inspiré, si l'on peut ainsi parler, d'impartialité et se basant sur les principes les plus universellement admis en économie politique. C'est en réalité le Gouverneur de l'un des vingt six Etats de l'Union qui donne une leçon au Président de la République.

Qu'ne pareille leçon ne fait il faut bien le dire mal par les admettre, car on ne peut faire que ce qui est naturel pas; mais on doit employer toutes ses facultés à rechercher les causes de ces faits et c'est à vrai dire à cela seul que se borne le savoir humain faible émanelle de l'intelligence suprême. Donc, rechercher les causes des faits sociaux constitue généralement la tache de philosophie et celle de l'homme d'Etat; or c'est ce qu'a compris le gouverneur, et c'est aussi ce qu'il a fait avec un bonheur remarquable.

Par exemple la gêne excessive qui se fait sentir depuis plusieurs années dans toutes les parties de notre population, malgré nos immenses ressources et malgré l'abondance toujours croissante de nos produits ne constitue-t-elle pas une anomalie, ou si l'on veut un fait social, dont la juste appréciation importe à tout le monde puisque le retour de notre prospérité en dépendit ?

Eh! bien, le gouverneur, après avoir examiné attentivement cette grande question, prouve jusqu'à l'évidence que la cause première du malaise dont chacun se plaint, c'est le refus de renouveller la charte de notre Banque Nationale, régulateur indispensable de tout notre système de circulation; et ses déductions sont si rigoureusement logiques qu'il faut être étrangement dominé par l'esprit de parti pour ne pas adopter ses conclusions.

Nous ne pouvons résister au désir de citer quelques passages ayant trait à cette question:

"Ceux qui sont chargés depuis dix ans des destinées de l'Union ont considéré comme inutile et dangereuse l'institution nationale qui, en exerçant sur les Banques locales un contrôle salutaire, en exigeant à des époques déterminées le remboursement en espèces du papier monnaie, prévenait l'émission excessive de ce papier, et maintenait constamment dans chaque Etat une circulation d'une valeur toujours égale au numéraire. Ils ont reproché à la Banque des Etats Unis trop grande étendue de ses pouvoirs, et, au lieu de les limiter, au lieu de corriger les imperfections de sa charte, dont l'expérience avait démontré l'existence, ils ont préféré la détruire. Ils ont prétendu que par l'entremise des banques d'Etat tous les besoins de la communauté, quant au change domestique et à la circulation, pouvaient être satisfaits; que les raisons qu'on faisait valoir en faveur de la Banque des Etats Unis étaient imaginaires et sans fondement. Leur volonté a prévalu et la loi du pays, et la Banque Nationale a cessé d'exister. Les banques d'Etats, débarrassées du frein qui leur avait été jusque-là imposé, affranchies du contrôle qui empêchait l'établissement d'institutions fondées sur des moyens artificiels, se sont multipliées à l'infini; elles ont inondé l'Union de papier insolvable, et les calculations les plus extravagantes ont été le résultat inévitable de cet état de choses.

.....

"L'Angleterre dont les intérêts se trouvent constamment en contact avec les nôtres, qui, avant jusque là fourni aux facilité les fonds des emprunts contractés pour couvrir des dettes de guerre, et pour celui de leur commerce, crut alors nécessaire à sa prétention de s'opposer à l'extension ultérieure du crédit américain. La banque d'Angleterre pour accélérer l'importation de nos espèces proscrivit le papier des plus fortes maisons américaines à Londres. Cet état d'hostilité entre les banques des deux peuples les plus commerçans du monde fut suivi de ventes aussi désastreuses pour l'une que pour l'autre nation. La première suspension de nos banques en fut l'un des résultats.

"L'administration déjà dans son sphère financière, n'a pas voulu mettre à profit la leçon que l'expérience lui avait donnée—loin d'attribuer les fautes graves dont les Banques d'Etat s'étaient rendu coupables à leur véritable cause, l'absence du régulateur de leurs émissions, elle semble vouloir punir ces institutions d'avoir à sa demande entrepris plus qu'elles ne pouvaient faire. Ces Banques qui avaient été désignées naguères comme pouvant seules fournir une bonne circulation, sont maintenant signalées à la vindicte publique comme des monopoles. Les services réels que ces corporations ont autrefois rendus et peuvent encore rendre, l'accroissement qu'elles ont donné à la prospérité nationale, qui les rend tellement inhérentes à l'industrie du pays que leur destruction entraîne après elle sans un bouleversement général; toutes ces circonstances sont méconnues pour ne s'occuper que des abus auxquels les Banques sont sujettes comme toutes les institutions humaines. Au lieu de chercher à régler la circulation de l'Union, le gouvernement, si je puis réunir à comprendre les vues du message, croit maintenant dispensé de cette obligation; il laisse au commerce le soin de se pourvoir, comme il l'entend, des moyens d'échange qu'il juge nécessaires et croit devoir s'occuper seulement des mesures qui ont été reconnues tels à la collecte et à la distribution des revenus publics." Oublions encore que le gouvernement a la circulation, toutes les branches d'industrie produeti ves sont également frappées, que l'artisan et l'agriculteur doivent en souffrir autant que le commerçant il offre l'étrange anomalie d'un gouvernement populaire qui se croit dispensé de s'occuper des intérêts du peuple."

La seconde suspension n'est évidemment qu'une conséquence de la même cause; car si le manque d'un régulateur a produit les grands désordres financiers de 1836—37, on ne saurait espérer le rétablissement de l'ordre sans avoir au préalable créé ce régulateur.

Cependant nos banques sont encore par le fait de leur suspension, à la discrétion de la législature qui pour nous servir des expressions du gouverneur, aurait le droit de les mettre en liquidation. Mais "L'exercice de ce pouvoir contre toutes ces institutions à la fois, dans le moment où il serait justifié par leur conduite serait évidemment contraire à l'intérêt public. Non-seulement par ce que la circulation actuelle serait entièrement anéantie, mais aussi, parce que l'Etat ayant un intérêt dit et dans celles de ces banques quient emprunté leur capital sur ses bons, ne pourrait les détruire sans se rendre immédiatement responsable du paiement de ces bons. Il n'est pas d'habitant un seul membre de l'assemblée générale qui voulût proposer une semblable mesure, avant d'avoir examiné avec soin si la suspension a été produite par la mauvaise administration de ces banques, ou de quelques unes d'entr'elles; ou, si elle répond de causes sur lesquelles ces institutions n'exercaient aucune influence et dont elles ne pouvaient prévenir le résultat."

Et la législature doit encore considérer qu'il n'existe pas dans l'Union de banques plus solides que les nôtres prises dans leur ensemble, ainsi qu'on pourra s'en assurer par un examen de leur situation; qu'il n'en est certainement pas qui puissent offrir plus de sécurité pour répondre de leurs dettes." D'ailleurs comme le fait très bien observer le gouverneur "l'émission excessive de papier opérée par les Banques d'Etat, quelque réelle, est d'une importance moindre que la différence entre le papier nominal, n'est que de trois pour cent et le change sur Londres est à 9 pour cent ce qui équivaut au pair."

La presse, vraie de la Louisiane s'est enfin unanimement exprimée dans ses sentiments: Les journaux de la campagne qui avaient hésité d'abord à renoncer à M. Clay pour soutenir le général Harrison, ne font plus scission avec les autres organes de notre parti et sont prêts à chaudement appuyer aux choix de la convention. Nous sommes heureux de voir le *Pelican Whig*, le *Red-River Whig*, le *Planters' Banner*, et quelques autres feuilles influentes prendre l'attitude qui convient à tous les amis de la réforme, à tous les adversaires de la misérable administration qui nous gouverne. Les doutes et les hésitations de ces feuilles, au sujet des nominations de Harrisburg, sont naturels et prouvent leur indépendance et leur probité politique, mais ces doutes et ces hésitations ont cédé à la conviction acquise par elles que le général Harrison est non seulement le candidat qui doit être le mieux accueilli par tous les Whigs de l'Union, mais encore qui est un ami ferme et sincère des Etats du Sud et qu'il mérite comme tel de trouver chez elles un énergique appui. Aussi se sont-elles noblement avec ardeur et font-elles valoir avec habileté tous les droits de l'hon. Général. Cette unanimité de la Presse est la meilleure garantie de succès que nous puissions avoir, et les Whigs de tous les points de l'Union peuvent être tranquilles sur le vote de la Louisiane.

RECEPTION DU GENERAL JACKSON.

Une foule assez nombreuse s'était assemblée avant hier matin sur la levée pour attendre l'arrivée du Général JACKSON. A 10 heures le steamer qui l'amenait, parut: le vieux Héros descendit au milieu des acclamations, traversa la foule qui se pressait pour le voir et monta dans une calèche à quatre chevaux qui avait été préparée pour lui. Il se rendit immédiatement à la Maison d'Etat, escorté par la légion et le Bataillon de Washington, à son passage dans dans la rue du Canal qui était pleine de monde et dont les balcons étaient garnis de femmes, il fut de nouveau accueilli par des hourras auxquels il répondait par de nombreuses salutations.

De la Maison d'Etat, il fut accompagné jusqu'à la Place d'Armes par les Vétérans de 1814 et 1815, par quelques membres de la Législature et des Conseils de la Ville et par un grand nombre de citoyens. Il entra dans la Cathédrale où deux discours furent prononcés: l'un deux était un panégyrique flatteur du vieux Guerrier. Après cette cérémonie, le Général Jackson revint sur la place et passa en revue toutes les troupes qui s'y trouvaient. Enfin que les canonniers de la ville saluassent par des salves redoublées d'artillerie, puis il fut ramené à l'Hôtel St. Louis par une escorte militaire.

Le soir, cédant avec courtoisie aux invitations qui lui avaient été faites, le Général s'est rendu successivement aux Théatres St. Charles et d'Orléans, où il a reçu quelques instans. Dans le premier, *M. J. M. Field* a adressé une allocution en vers au *Défenseur de la Nouvelle-Orléans*, qui a fait éclater les applaudissemens; dans le second, le Général entendit d'abord une *Ouverture patriotique* dans laquelle le compositeur a su heureusement faire entrer assez heureusement plusieurs airs nationaux que les nombreux spectateurs ont chaleureusement applaudis, puis une *Cantate patriotique*, que Comprès a chantée avec beaucoup d'expression et un sentiment très remarquable.

Le Général qui devait être fatigué, s'est retiré de bonne heure, et il a été salué à son départ comme à son arrivée par des hourras.

La journée a sans doute été une belle journée pour le Général Jackson; mais aux yeux d'un spectateur désintéressé, elle n'a peut-être pas eu tout l'éclat auquel on devait s'attendre: l'enthousiasme était un peu comme le ciel, et le ciel était terne et froid. Nous n'avons pas remarqué ces entraînemens, cette espèce de fureur qui saisit un peuple dans ces solennités véritablement patriotiques. A quoi cela tient-il? Certes ce n'est pas que la reconnaissance et l'admiration pour Andrew Jackson soient éteintes dans le cœur des Orléanais; non; mais c'est qu'on a eu tort de faire un quelque sorte de son voyage dans notre ville une affaire de parti, et ceux qui eussent été tout disposés à recevoir avec transport le Général, ne se sont pas senti le courage de faire chorus avec ceux qui encourageaient son Président.

Le général Dawson a été choisi pour escorter M. le juge Moore et le candidat whig pour le Sénat district. Nous ne croyons pas cependant ce choix certain, selon nous M. Moore ne sera toutefois que dans le cas où M. Rice Garland refuserait de lutter par de nouveau comme candidat.

.....

Cinq prisonniers se sont évadés de la prison d'Etat avant hier; s'est heureusement demie de nuit. Il paraît qu'ils ont gagné le toit par une ouverture, et qu'au moyen d'une corde attachée au paratonnerre ils s'en sont descendu dans la rue Ste-Anne. Deux autres prisonniers allaient suivre l'exemple de leurs camarades, lorsque l'alarme a été donnée. C'est la troisième fois que ces sortes de tentatives se renouvellent avec le même succès.

SENAT.—LEGISLATURE.

Le Sénat ne s'est réuni hier que fort tard, et après s'être livré à des travaux peu importans, s'est ajourné à dix heures ce matin.

.....

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Séance de Mardi, 7 Janvier 1840.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement. Après la lecture du journal de la séance de S. Mr. Moreau observe qu'il désirerait que la Chambre déterminât si la résolution adoptée le 1er Janvier 1839, créant un nouvel emploi de commis aux engrossements, devait être aussi en vigueur pendant cette session, et que cela n'ayant jamais été spécifié dans la résolution; il s'était cru obligé, comme membre du comité des finances, de payer le commis aux engrossements nommé par la résolution de Janvier 1839, bien qu'il la chambre ne le comprît autrement. Cette question qui a été discutée par plusieurs membres a été mise aux voix: le résultat a été 31 oui et 31 non; conséquemment la résolution créant l'emploi d'un commis assistant aux enrôlements a été adoptée pour être en vigueur pendant cette session.

La chambre a reçu un message du gouverneur renvoyant avec son veto deux bills qui ont été adoptés dans la dernière session, allouant certaines sommes pour améliorer la route publique de Vidalia à Harrisburg, et pour d'autres objets, ainsi qu'un bill fesant certaines appropriations pour mettre à même les colons sur le Bayou Pierre Part et sur le grand Bayou, dans la paroisse de l'Assomption, de creuser, traiter une route des dits Bayou au Bayou Lafourche et pour d'autres objets.

M. Gaiennie a présenté la résolution suivante qui a été adoptée: Résolu qu'il soit nommé un comité pour examiner les livres du trésorier.

Mr. Brashear a prévenu la chambre qu'il présenterait dans quelques jours un bill pour changer l'époque des élections des représentans au Congrès.

Mr. Lockett a prévenu qu'il présenterait aussi quelques jours un bill pour autoriser d'une manière plus positive les privilèges des entrepreneurs de maisons.

Mr. Ratliff a donné avis qu'il présenterait un bill intitulé "un acte pour faire le recensement des citoyens qui ont le droit de voter dans cet Etat, ainsi que pour faire un recours de Julien Sarpy, de l'ouest Feliciana, et un troisième bill pour incorporer la compagnie hydraulique du Bayou Sarah.

Mr. ——— a prévenu la chambre qu'il présenterait en temps convenable un bill allouant certaines sommes d'argent pour l'établissement d'une école dans la paroisse de St-Martin, ainsi qu'un acte additionnel de nouveaux pouvoirs aux juges de paroisse.

Mr. Gaiennie, suivant Paris préalable qui en a été donné, a présenté quatre bills, le 1er incorporant la société philantropique des jeunes gens de la Nouvelle Orléans, la seconde relatif aux revenus des trois Municipalités de la ville de la Nouvelle-Orléans, le troisième accordant des licences et des taxes, le troisième accordant des honoraires aux jurés de la paroisse d'Orléans, et le quatrième pourvoyant à l'erection de constructions sur les lots situés dans la rue de la Commune et appartenant à l'Etat. La chambre s'est ensuite ajournée à demain, à 10 heures.

.....

CONGRES.

Nous n'avons reçu par la malle d'hier qu'une seule lettre de Washington, qui nous fournit quelques détails sur la séance du Congrès du 27 du mois dernier.

Dans la Chambre des Représentants, l'orateur a présenté une lettre de Mr. Charles Fenton Mercer, de la Virginie, dans laquelle ce membre donne sa démission. Cette lettre a été lue et déposée sur le bureau.

La chambre a reçu du Président des Etats Unis, un message contenant une lettre du gouverneur de Iowa, relativement aux différends qui se sont élevés entre ce territoire et l'Etat du Missouri. Le message et les documents sont déposés sur le bureau et ordonné être imprimés.

Sur motion de Mr. Hubbard, les réglemens de la dernière chambre ont été adoptés pour cette année.

Des ordres ont été donnés pour tirer à 20,000 exemplaires le message du président, pour l'usage de membres de la chambre, indépendamment des 5000 copies dont le sénat a ordonné l'impression. Il sont là sans doute les principes d'économie que prêche le président dans son message.

.....

INCENDIE A PENSACOLE.

Le feu s'est déclaré à Pensacole, dans la nuit du 30 du mois dernier, dans une bâtisse nouvellement élevée dans Palafox street; plusieurs maisons ont été détruites avant qu'on ait pu l'éteindre. La Gazette de Pensacola dit que cet incendie est le plus désastreux qui ait jamais eu lieu dans cette ville.

.....

Le packet *Emerald* est parti de New-York pour le Havre, le 25 du mois dernier, avec $45,000 en espèces.

.....

SINISTRES.—Le brick *Pocahontas* s'est perdu corps et bien, dans la matinée du 23 déc., sur *Plum Island*, côtes du Massachusett. Quand on l'aperçut deux hommes étaient pendus au mat de beaupré, et un attaché au couronnement du navire. Leur état de force qu'il était impossible de leur porter secours; ils ont péri en présence de la foule réunie sur le rivage. Personne n'a échappé à ce désastre.

Le Pocahontas était parti de Cadix dans le mois d'octobre pour Newburyport, et le navire était aussi assuré à Boston. On ne connaît encore que le nom du capitaine (James Block) et celui du second (Robert Cook.)

Le trois-mâts barque *Lloyd*, capitaine Mumford, de Portland, s'est jeté sur la côte de Nantucket dans la nuit du 23; six hommes de l'équipage se sont efforcés de gagner le rivage dans une grande embarcation; mais ce fut en vain; en peu d'instants elle fut submergée, et les six malheureux périrent. Un Anglais, George Scott, a été plus heureux; il a eu le bonheur et l'intrépidité de conserver le plus précieux, et voilà celle ne compte par un peu sur le bonheur et l'intrépidité du nageur. Jetté à la mer par le choc, il a su se maintenir à flot, et après avoir nagé pendant plusieurs heures, il a été assez heureux pour arriver à terre. Il a été recueilli par un habitant qui l'a conduit à la maison de la paroisse de St-Martin, où il a été prodigué avec empressement tous les soins nécessaires à son état de faiblesse et de souffrance. Il a été ensuite transporté à Washington pendant dans les 3 jours qu'il y est resté, il a reçu toutes les consolations et les secours que la charité publique et privée a pu lui offrir. Il a été ensuite transporté à Boston, où il est arrivé le 31 du mois dernier. Il a été présenté à la Chambre des Représentants de l'Etat, qui a voté une somme de $100 en faveur de l'infortuné marin.

Washington prend dans les 3 jours qu'il y est resté, il a reçu toutes les consolations et les secours que la charité publique et privée a pu lui offrir. Il a été ensuite transporté à Boston, où il est arrivé le 31 du mois dernier. Il a été présenté à la Chambre des Représentants de l'Etat, qui a voté une somme de $100 en faveur de l'infortuné marin.

Parlement des traités, et ses amis ont été [illegible] Grand Bayou, quelles vertus! vous donnez à ces [illegible] vertus de Washington!

Un peuple ne peut être libre, [illegible] titres de noblesse, [illegible] [illegible] [illegible]